

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

CONTACT

0 805 160 011
gratuit depuis un poste fixe en France métropolitaine

AIDES – Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin cedex

www.aides.org
www.seronet.info
facebook.com/aides
@assoAIDES
@assoaides

REMERCIEMENTS

AIDES remercie tout particulièrement ses donateurs-rices, les entreprises, les personnalités, et les pouvoirs publics qui nous ont soutenus en 2019. Nous remercions également toutes les associations partenaires qui œuvrent avec nous dans cette lutte. Merci à tous-tes les militants-es de AIDES, volontaires, salariés-es, personnes accueillies et leurs proches !

DON EN CONFIANCE

Donnez en toute confiance ! Les comptes annuels clos au 31 décembre 2019 ont fait l'objet d'une révision par le cabinet d'expertise comptable In Extenso et d'une certification par notre commissaire aux comptes, le cabinet DEIXIS. Labellisée « Don en confiance », AIDES met un point d'honneur à rendre compte de l'utilisation des dons qu'elle perçoit. Par ailleurs, des audits approfondis sont menés par certains de nos bailleurs de fonds, notamment l'Agence française de développement (AFD), dans le cadre de nos projets internationaux. Ainsi, le projet Droits humains, terminé le 31 décembre 2018, a fait l'objet d'un audit commandité par l'AFD au printemps 2019.



Directeur de la publication
Aurélien Beaucamp
Coordination
Direction communication et collecte
Rédaction
Raphaël Mège
Relecture
Anne-Charlotte Chéron, Marc Dixneuf, Pauline Féron, Stéphane Giganon, Éva Rogow
Coordination technique
Pauline Féron
Maquette
Clémence Michon

Imprimeur
Handiprint
Crédits photographiques
Atik, Pascal Avenet, Belazar, Florian Bourguoin Pallot, Matthieu Brancourt, Charmaine Da Costa Soares, Joff, Pablo Labèque, Cyril Marcilhacy, Pierre Morel, Audrey Musto, Alban Perinet, François-Xavier Peroval, Mora Prince, Hervé Richaud, Richard Stranz, Jérémy Suyker
Nombre d'exemplaires
890
Septembre 2020





RAPPORT D'ACTIVITÉ
2019

SOMMAIRE

LEXIQUE

Chemsex
Relations sexuelles sous produits psychoactifs

Cis(genre)
Personne dont l'identité de genre correspond à celle qui lui a été assignée à la naissance

HSH
Homme ayant des relations sexuelles avec des hommes

IST
Infection sexuellement transmissible

Prep
Prophylaxie pré-exposition

PVVIH
Personne vivant avec le VIH

PVVH
Personne vivant avec un virus de l'hépatite

PVVHC
Personne vivant avec le virus de l'hépatite C

RDR
Réduction des risques

TDS
Travailleur-se du sexe

Trod
Test rapide d'orientation diagnostique

VHC
Virus de l'hépatite C

VIH
Virus de l'immunodéficience humaine



En juin 2019, l'assemblée générale de AIDES a voté son projet associatif pour les cinq ans à venir. De fait, nous nous projetons dans l'avenir en affirmant le lien fort avec l'origine de l'association : le droit pour les malades de savoir et de participer, l'attachement aux modes d'action fondateurs avec la mobilisation des personnes concernées pour trouver les réponses à leurs besoins. C'est aussi la démocratie en santé, au service de la transformation de la société pour assurer la représentation des personnes concernées dans les instances décidant de l'organisation des soins et de la santé en France.

Se projeter dans l'avenir en 2019, c'était s'engager pour le succès de la Conférence de reconstitution du Fonds mondial (CRFM) tenue à Lyon en octobre. Une forte mobilisation avec nos partenaires de Coalition PLUS et d'autres associations de la lutte contre le sida en France a permis une augmentation de la dotation de notre pays, et l'atteinte de l'objectif de 14 milliards de dollars pour assurer la continuité de l'accès aux traitements dans les pays du Sud.

Lutter contre le sida et les hépatites, c'est aussi veiller à agir avec les personnes les plus exposées. Les situations de précarité parmi les personnes que nous rencontrons s'aggravent, dans un contexte continu de remise en cause des droits sociaux et des droits de séjour pour les étrangers-es malades.

Les données rendues publiques à la fin de l'année 2019 indiquent une baisse historique des découvertes de séropositivité chez les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes en France. Cela confirme la justesse des choix de AIDES : dépister, orienter vers le soin, promouvoir la Prep et le traitement en prévention. Nous avons donc poursuivi le déploiement de SPOT et continué à envisager la possibilité d'ouvrir plusieurs centres de santé sexuelle.

Toutes ces actions sont imaginées, organisées, portées par les centaines de militants-es de AIDES. Leur mobilisation, leurs expériences, la rigueur avec laquelle ils-elles s'attachent à conduire ces actions permettent à AIDES de porter des coups à l'épidémie et d'offrir aux personnes qui en ont besoin les moyens d'être plus fortes pour leur santé.

AURÉLIEN BEAUCAMP
PRÉSIDENT DE AIDES

AIDES, UN ENGAGEMENT À 360°C POUR LUTTER CONTRE LE VIH ET LES HÉPATITES

Fondée en 1984 par le sociologue Daniel Defert, AIDES est la première association de lutte contre le VIH/sida et les hépatites en France et en Europe. Reconnue d'utilité publique et labellisée « Don en confiance » par le Comité de la Charte, AIDES est présidée depuis 2015 par Aurélien Beaucamp et dirigée par Marc Dixneuf. Ses 1759 volontaires et acteurs-rices, et ses 481 salariés-es mènent chaque jour des actions de prévention, de dépistage, de lutte contre les discriminations et de défense des droits des personnes concernées afin de réduire les nouvelles contaminations et de mettre fin à ces épidémies.

NOS PRINCIPES

• **Agir "avec" plutôt que "pour" :** nous impliquons dans la construction de nos actions et leur réalisation les personnes concernées par le VIH ou les hépatites en réponse à leurs besoins.

• **Prôner une approche globale de la santé :** lutter contre les facteurs de vulnérabilité qui entravent l'accès aux soins et à la prévention tels que les discriminations, la précarité sociale, financière ou affective, les politiques répressives contraires aux intérêts de santé publique, les inégalités de santé et d'accès aux droits, les stigmatisations, etc.

• **Transformer la société :** lutter pour les droits des personnes séropositives, bousculer les représentations, faire évoluer le contexte politique, social et thérapeutique, etc. Nous militons au quotidien pour une société plus égalitaire, plus juste et plus protectrice pour les personnes vulnérables.

NOS MODES D'INTERVENTION

Nous accueillons les publics dans nos locaux, allons à leur rencontre dans les lieux de vie (quartiers, commerces, etc.) et investissons le web, les réseaux sociaux notamment, qui permettent une approche ciblée.

NOS VALEURS

INDÉPENDANCE POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE

RESPECT DE L'IDENTITÉ DE CHACUN-E

CONFIDENTIALITÉ

NON-JUGEMENT DES CHOIX ET DES MODES DE VIE

NOS ACTIONS

• **L'information et la prévention :** sensibiliser le public sur les modes de transmission à travers des actions de terrain, *via* des campagnes de communication ou en éditant des guides et des revues, mais aussi informer sur l'ensemble des moyens de prévention, dont la Prep (Prophylaxie pré-exposition).

• **Le dépistage à résultat rapide du VIH et du virus de l'hépatite C (VHC) :** réalisé par les militants-es dans nos locaux ou hors les murs, c'est une étape décisive vers le soin.

• **Le soutien des personnes séropositives :** nous organisons des groupes de parole, des moments de convivialité et mettons en place un accompagnement thérapeutique, juridique et administratif.

• **L'innovation et la recherche :** nous initions des programmes de recherche communautaire, des études, des observatoires, afin d'évaluer et de proposer de nouvelles méthodes d'intervention et de nouveaux outils.

• **La défense des droits :** nous nous engageons dans la lutte contre les discriminations et pour l'accès aux soins, au travail, au logement, mais également pour que les personnes soient représentées dans les instances de démocratie sanitaire. Nous élaborons enfin des amendements législatifs.



UNE PRÉSENCE GLOBALE EN FRANCE

AIDES est présente au niveau national, ce qui facilite l'intervention au plus près des personnes concernées par le VIH et les hépatites.

72 LIEUX DE MOBILISATION

Au cœur de notre action de proximité, ces lieux constituent l'un des leviers de la mobilisation locale.

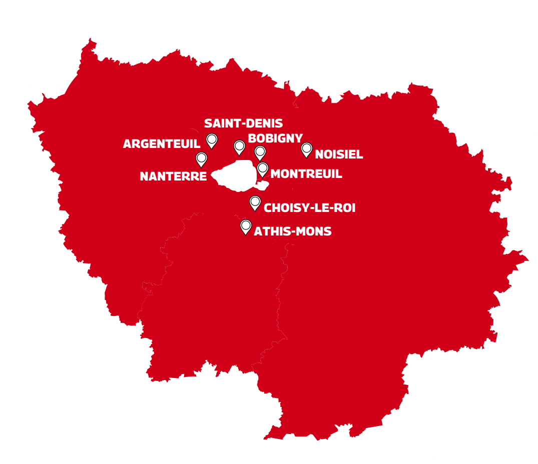
• **29 centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers-es de drogues (Caarud) et quatre antennes :** ces lieux permettent aux usagers-es de recréer du lien social et de bénéficier d'une gamme complète d'outils et de dispositifs visant à réduire les risques et dommages pour leur santé. Ces lieux peuvent constituer une étape décisive de réorientation vers le soin pour les usagers-es.

• **« Le SPOT : sexe et santé par AIDES » :** trois SPOT composent aujourd'hui l'offre en santé sexuelle de AIDES à Marseille, Paris et Nice. Ils associent santé communautaire et offre médicalisée. Ces lieux chaleureux proposent une prise en charge totalement repensée pour répondre aux besoins en santé sexuelle de publics particulièrement exposés.

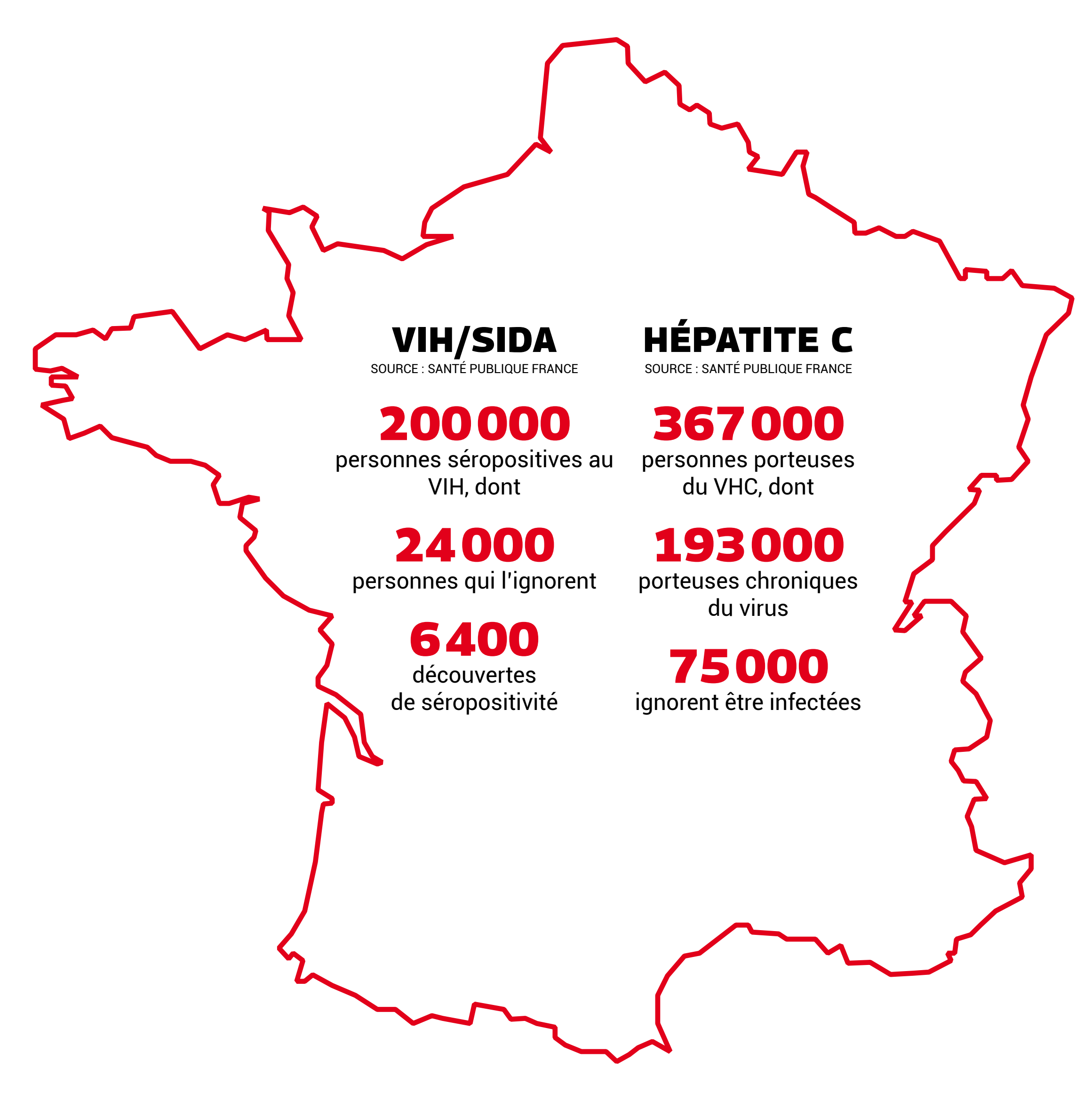
LIEUX DE MOBILISATION

LILLE
AMIENS
LE HAVRE
ROUEN
REIMS
METZ
STRASBOURG
NANCY
ÉPINAL
MULHOUSE
BREST
QUIMPER
LORIENT
RENNES
LAVAL
LE MANS
CHARTRES
ORLEANS
ANGERS
TOURS
NANTES
DIJON
BESANÇON
NEVERS
LA ROCHE-SUR-YON
POITIERS
NIORT
LA ROCHELLE
BOURG-EN-BRESSE
ANNEMASSE
SAINTES
ANGOULÊME
LIMOGES
CLERMONT-FERRAND
LYON
ANNECY
PÉRIGUEUX
GRENOBLE
BORDEAUX
ALÈS
AGEN
NÎMES
AVIGNON
NICE
LE SPOT MARSHALL
BAYONNE
MONTPELLIER
MARSEILLE NORD/SUD
TOULOUSE
BÉZIERS
TOULON
PAU
LE SPOT LONGCHAMP
PERPIGNAN
SAINT-LAURENT DU MARONI
MARIPASOULA
SAINT-MARTIN
BASSE-TERRE
FORT-DE-FRANCE





VIH ET HÉPATITE C : ÉTAT DES LIEUX EN FRANCE



LA CONDITION POUR ÉRADIQUER L'ÉPIDÉMIE DE VIH : 90 - 90 - 90

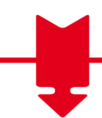
90 % des personnes vivant avec le VIH doivent connaître leur statut sérologique

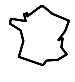
90 % d'entre elles doivent recevoir un traitement anti-VIH

90 % d'entre elles doivent avoir une charge virale indétectable

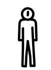
Aujourd'hui, grâce aux traitement anti-VIH et à un suivi médical régulier, les personnes séropositives ne transmettent plus le virus. Elles ont ce qu'on appelle une charge virale indétectable, c'est-à-dire une quantité de virus dans l'organisme tellement faible qu'il ne peut plus être transmis. Cette vérité scientifique est la base de la stratégie 90-90-90 posée comme étant la condition pour éradiquer l'épidémie de VIH à l'échelle mondiale : si 90 % des personnes vivant avec le VIH dans le monde étaient diagnostiquées, si 90 % d'entre elles étaient sous traitement et si 90 % étaient en charge virale indétectable, l'épidémie pourrait être éradiquée en quelques années. En France, alors que nous sommes en mesure d'atteindre ces deux derniers objectifs, il nous reste d'importants efforts à faire en matière de diagnostic, donc de dépistage.

AIDES EN ACTIONS ET EN CHIFFRES





72
antennes en France métropolitaine et dans les départements français d'Amérique



168 916
donateurs-rices dont

143 000
en prélèvement automatique

2 240
militants-es dont

481
salariés-es

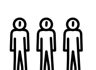


800
volontaires

959
acteurs-rices



LES PERSONNES RENCONTRÉES



463 169
personnes dont



112 762
femmes cis

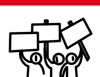


343 110
hommes cis



7 297
personnes transgenres

LES ACTIONS RÉALISÉES



25 820
actions



32 616
dépistages rapides du VIH



45 682
entretiens individuels

LA FORMATION CONTINUE INTERNE

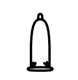


30
sessions de formation

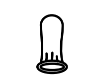


461
militants-es formés-es

LE MATÉRIEL DISTRIBUÉ



1 104 995
préservatifs externes



54 088
préservatifs internes



1 808 423
seringues stériles



621 881
gels lubrifiants

LES PERSONNES QUI NOUS SUIVENT



67 409
fans sur Facebook



169 921
followers sur Twitter



8 247
abonnés-es Instagram



8 685
abonnés-es à la revue Remaides



17 870
abonnés-es à Seronet

MOBILISER ET ACCOMPAGNER LES PUBLICS LES PLUS VULNÉRABLES



LES HOMMES AYANT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC D'AUTRES HOMMES (HSH) REPRÉSENTENT


19 %
des actions


34 %
des entretiens individuels


8 971
dépistages VIH
dont



1 %
positifs


17 121
entretiens individuels
dont


14 %
des entretiens réalisés en virtuel (applications, sites internet, etc.)



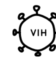
LES PERSONNES NÉES À L'ÉTRANGER REPRÉSENTENT


9 %
des actions


40 %
des entretiens individuels


54 %
des personnes migrantes reçues en entretien déclarent être en situation de précarité

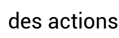

13 706
dépistages VIH
dont



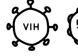

0,86 %
positifs



LES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH OU UNE HÉPATITE (PVVIH/PVVH) REPRÉSENTENT



11 %
des actions


9 %
des entretiens individuels



3 %
des PVVIH et PVVH reçues en entretien sont co-infectées

dont


66 %
déclarent être en situation de précarité



LES TRAVAILLEURS-SES DU SEXE REPRÉSENTENT


5 %
des actions
dont


41 %
sur leur lieu de travail


1 817
dépistages VIH
dont



1,2 %
positifs


8 %
des entretiens individuels


74 %
des personnes reçues en entretien déclarent être en situation de précarité



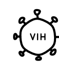
LES PERSONNES TRANS REPRÉSENTENT


0,4 %
de nos actions

2 %
des entretiens individuels


53 %
des personnes reçues en entretien déclarent être en situation de précarité


445
dépistages VIH
dont



2,02 %
positifs

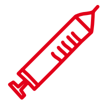

80 %
sont des femmes


57 %
sont nées à l'étranger



25 %
sont séropositives au VIH

MOBILISER ET ACCOMPAGNER LES PUBLICS LES PLUS VULNÉRABLES



LES PERSONNES CONSOMMATRICES DE PRODUITS PSYCHOACTIFS (CPP) REPRÉSENTENT


35 %
des actions


14 %
des entretiens individuels


42 %
des CPP déclarent être en situation de précarité


4 870
dépistages VIH


0,74 %
de dépistages VIH positifs


5,1 %
de dépistages VHC positifs


Principaux produits consommés (parmi les usagers-es de drogues dans nos Caarud) :
la cocaïne (60 %), le cannabis (51 %), l'alcool (52 %), l'héroïne (37 %) et le crack (35 %).

LES PERSONNES INCARCÉRÉES REPRÉSENTENT


1 %
des actions

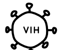

3 %
des entretiens individuels

dont

6,2 %
sont séropositifs-ves au VHC


71 %
déclarent être en situation de précarité


1 466
dépistages VIH dont


7
positifs



LES FEMMES REPRÉSENTENT


1 %
des actions


24 %
des entretiens individuels


38 %
des femmes reçues en entretien déclarent être en situation de précarité


9 247
dépistages VIH
dont



3 %
positifs


50 %
sont nées à l'étranger, dont la majorité dans un pays d'Afrique subsaharienne


25 %
sont des travailleuses du sexe



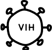
LES PERSONNES VIVANT DANS LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS D'AMÉRIQUE REPRÉSENTENT


6 %
des actions


4 739
entretiens individuels


14 %
de tous les résultats positifs au VIH rendus


3 839
dépistages VIH
dont


27
positifs



502
dépistages VHC


24 %
déclarent être en situation de précarité


8 %
sont des travailleurs-ses du sexe

2019 a été pour AIDES une année d'intense activité. En interne, en particulier avec l'élaboration d'un projet associatif qui va guider nos actions jusqu'en 2023. À l'externe, avec la poursuite de notre mobilisation sur tous les fronts où l'épidémie exige notre présence : auprès des personnes vivant avec le VIH ou une hépatite virale bien sûr, mais aussi dans les sphères de décision où se joue leur avenir.



UN NOUVEAU PROJET ASSOCIATIF

L'action de AIDES repose sur un ensemble de principes jamais perdus de vue : la transformation sociale, l'*empowerment*, une démarche communautaire et une approche globale de la santé. Ces principes intangibles, mis en application depuis la création de l'association en 1984, sont énoncés dès l'ouverture du projet associatif. Ce document ne se contente pas de rappeler la philosophie de AIDES, il la décline en axes concrets permettant d'adapter ses interventions au contexte actuel. Il met notamment l'accent sur le concept de démocratie en santé, que l'association promeut activement, sur le numérique et l'e-santé, qui contribuent à améliorer l'accompagnement de nos publics, et sur notre volonté d'adapter nos réponses aux réalités territoriales **(voir p. 12)**.

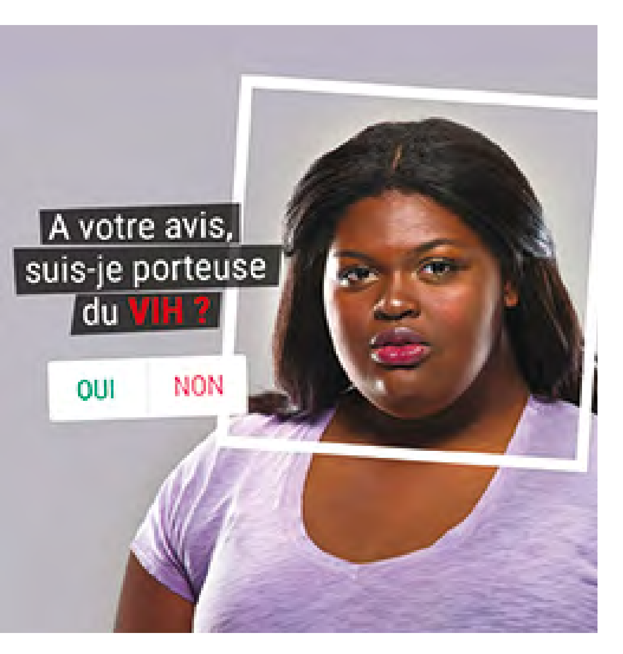
LA CONFÉRENCE DE RECONSTITUTION DU FONDS MONDIAL

En 2019, nous avons concentré notre énergie sur un événement capital : la Conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (CRFM). Organisée tous les trois ans, elle s'est tenue à Lyon, en France, les 9 et 10 octobre **(voir p. 33)**.
En prévision de cet événement et dès fin 2018, AIDES a déployé une série d'actions de communication, de sensibilisation et de plaidoyer pour informer le plus largement possible sur cette conférence. La lutte contre ces épidémies dépend en grande partie des moyens financiers alloués au Fonds mondial par les États contributeurs, et en tant que pays hôte, la France avait une responsabilité particulière dans l'atteinte d'objectifs à la hauteur des ambitions. Notre intense mobilisation a payé, puisque la conférence s'est achevée sur un engagement financier record de 13,92 milliards de dollars. Bien qu'inférieure à nos demandes, cette somme contribuera à lutter efficacement contre l'épidémie ces trois prochaines années.

BAISSE HISTORIQUE DES DÉCOUVERTES DE SÉROPOSITIVITÉ

Santé publique France (SPF) a noté une diminution de 7 % des découvertes de séropositivité au VIH en





2019. Cette baisse, qu'AIDES espère voir se confirmer et s'accentuer, est intervenue après plusieurs années de stagnation. Elle concerne plus spécifiquement les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), ainsi que les hommes hétérosexuels nés à l'étranger, et a été particulièrement importante à Paris (voir p. 19).
Selon SPF, ces données encourageantes découlent de l'élargissement et de la diversification du dépistage, et d'une diminution de l'incidence depuis plusieurs années, grâce notamment au déploiement du TASP (*Treatment As Prevention*) et de la Prep (Prophylaxie pré-exposition) (voir p. 20).

UN 1ER DÉCEMBRE SOUS LE SIGNE DU DÉPISTAGE

Comme chaque année, partout en France, AIDES a fait du 1er décembre, Journée mondiale contre le sida, le support de nombreuses actions de prévention, d'information, de sensibilisation, de solidarité et de fête. En 2019, nous en avons profité pour mettre en avant le dépistage : nous avons rappelé son importance, souligné les avancées de ces dernières années et proposé au public de pratiquer le test (voir p. 19). De nombreux articles ont relayé nos actions et mentionné le dépistage, qui a fait l'objet d'un reportage dans le *Magazine de la Santé* sur France 5. À cette occasion, AIDES a également lancé une vaste campagne d'information sur le dépistage, *Donnez plus qu'un avis*, associée à une opération de collecte (https://plusquunavis.aides.org). Celle-ci a fait l'objet d'un affichage dans plusieurs grandes villes.

DES SPOT AUX CENTRES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE

Lorsque AIDES a ouvert les SPOT de Paris et Marseille en 2016, puis celui de Nice en 2017, c'était dans le but de faire bénéficier d'une prise en charge individualisée en santé sexuelle – dispensée par des acteurs-rices communautaires et des professionnels-les de santé – les personnes les plus exposées aux IST. Trois ans plus tard, nous n'avons pu que constater le succès de cette démarche (voir p. 25).



Rapidement fréquentés et plébiscités par les publics concernés, ces trois SPOT sont aujourd'hui reconnus par l'ensemble des acteurs-rices impliqués-es dans la lutte contre les IST. S'inspirant de notre action, la Direction générale de la santé (DGS) et la CNAM ont ainsi lancé en 2019 une initiative de création de Centres de santé sexuelle d'approche communautaire (CSSC), dédiés spécifiquement aux HSH, aux personnes trans et aux TDS (voir p. 25). Cela va permettre à AIDES d'ouvrir un nouveau lieu d'accueil à Montpellier.

UNE PREMIÈRE VICTOIRE SUR LES PÉNURIES ET LE PRIX DES MÉDICAMENTS

AIDES déplore depuis plusieurs années les pénuries de plus en plus fréquentes de médicaments, qui touchent des produits courants (antibiotiques, anesthésiques, anti-infectieux, etc.) et affectent des pathologies sévères comme la maladie de Parkinson, certains cancers ou l'épilepsie. Sachant d'expérience que ces défaillances sont le fruit de choix délibérés, AIDES a lancé en 2019 la campagne digitale #AlerteMédicaments, adossée à un travail actif de plaidoyer (voir p. 30). Nous avons réclamé des laboratoires qu'ils mettent fin à leur politique actuelle, favorable aux traitements récents vendus à des prix exorbitants. Nous avons aussi demandé aux pouvoirs publics d'adopter un certain nombre de mesures visant notamment à anticiper les pénuries, mieux encadrer les prix et repenser le système des brevets.
À la suite de notre mobilisation, l'Assemblée nationale a adopté un amendement contraignant les laboratoires à davantage de transparence quant aux coûts réels des médicaments. C'est une première avancée vers la négociation de prix plus justes et soutenables.

UN NOUVEAU PROJET ASSOCIATIF POUR AIDES

L'assemblée générale du 15 juin 2019 a entériné le projet associatif de AIDES pour la période 2019-2023. Ce document est le fruit d'un processus au long court, qui a impliqué la structure dans son ensemble. Il énonce les fondamentaux qui nous guident depuis 1984, et qui aujourd'hui encore, nous rassemblent autour d'un socle commun de valeurs et d'objectifs, mais tient toutefois compte de l'évolution de nos actions dans un contexte évolutif.



UN NOUVEAU PROJET : POURQUOI ?

Lutter contre le sida en 2019 n'est ni complètement différent, ni tout à fait pareil qu'au début des années quatre-vingts. À travers l'élaboration de son projet associatif, AIDES a souhaité rappeler ce qui inspire et guide son action, préciser la direction qu'elle prend aujourd'hui et sa stratégie en vue d'atteindre son objectif.
À la fois fiche d'identité et feuille de route, le projet associatif est utile pour nous et pour les autres — partenaires extérieurs et grand public :

- **pour nous : savoir où nous nous trouvons et quel cap nous nous fixons ;**
- **pour les autres : présenter AIDES, donner des clés pour nous comprendre ;**
- **pour tous-tes : donner le sens, expliciter nos actions et la manière dont nous entendons les réaliser.**

UN NOUVEAU PROJET : COMMENT ?

L'élaboration du projet associatif a été pilotée par un groupe de travail composé d'administrateurs-rices et de membres de la direction de AIDES. Celui-ci a tout d'abord pris en compte des documents et contributions émanant du réseau dans son ensemble : la synthèse de la consultation du réseau sur le « AIDES de demain » publiée au congrès de 2015, les résolutions du conseil d'administration, les plans d'action et les feuilles de route élaborées par les militants-es en région. En parallèle, les militants-es ont été invités-es à participer aux discussions lors de temps de la vie associative en région — plénières, assises et réunions. Puis, les membres du groupe de travail ont animé des temps d'échanges avec des sous-groupes impliquant des militants-es de l'association, à partir desquels ont été identifiés des axes de discussion pour les assises régionales organisées en mars et avril 2019. L'ensemble de ces temps et lieux de concertation ont alimenté le contenu du projet associatif.

RAPPEL : NOS FONDAMENTAUX

Nous nous définissons comme un mouvement social. En notre sein, les personnes vivant avec le VIH et/ou une hépatite participent à un mouvement collectif dans un objectif de **transformation sociale**, les expériences cumulées des uns-es et des autres nourrissant des propositions pour faire évoluer les dispositifs, normes, législations. Pour y parvenir, nous travaillons à l'***empowerment*** de nos membres, qui favorise l'émancipation des personnes et des communautés.
Ces dernières sont au cœur de notre approche, à travers la **démarche communautaire** qui leur permet d'identifier leurs besoins et de mobiliser leurs savoirs propres afin de trouver des réponses adaptées.
Des principes mis au service d'une **approche globale de la santé** prenant en considération l'ensemble des facteurs qui influent sur l'état de santé des personnes.

NOTRE GOUVERNANCE

La traduction en actes du projet associatif repose sur ce qui fait AIDES : une gouvernance foncièrement par-

ticipative, au sein de laquelle chaque membre — personne concernée, salarié-e, volontaire, acteur-rice — a sa place :

- **l'assemblée générale, instance politique de AIDES, est garante du respect des principes énoncés dans notre charte ;**
- **le conseil d'administration décide des orientations générales de l'association, en lien avec le secrétariat général du réseau, le conseil d'orientation stratégique, le conseil d'orientation administration et finances, la commission nationale de formation et le comité d'audit interne ;**
- **les conseils de région mettent en œuvre ces décisions dans les territoires.**

Afin de permettre la participation du plus grand nombre, nous favorisons la montée en compétences de tous-tes. Cela nous permettra de mettre en œuvre un projet associatif au plus près des besoins sur le terrain.

NOS ORIENTATIONS

Défendre les droits pour arrêter les épidémies.

Promouvoir la démarche communautaire et faire vivre la démocratie en santé.

Adapter notre couverture territoriale aux contextes locaux.

Renforcer les capacités des personnes à mieux vivre avec les risques et les virus.

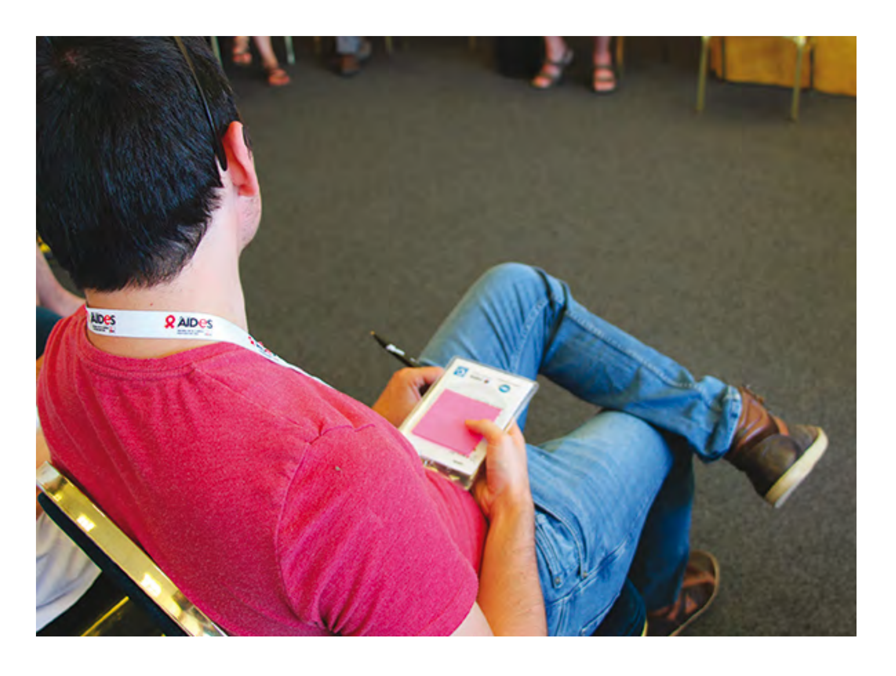
Lutter pour des politiques des drogues favorables à la santé des consommateurs-rices.

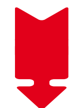
Promouvoir l'engagement international dans Coalition PLUS.

Investir le numérique et s'appuyer sur les données de santé.

Innover, expérimenter, faire de la recherche.

Diversifier et accompagner la mobilisation.





Le projet associatif est disponible en version numérique sur le site de AIDES : https://www.aides.org/dossier/aides-en-france.

LES PILIERS DE LA DÉMOCRATIE EN SANTÉ ET DE LA DÉMARCHE COMMUNAUTAIRE

AIDES a pour objet de rassembler des personnes qui partagent une même problématique de santé, afin d'en faire une action collective. Dès sa création, il s'est agi de réunir des colères individuelles pour les traduire en des propositions concrètes. L'enjeu pour nous est d'élaborer des réponses manquantes, et de transformer la société quand c'est nécessaire. Cet enjeu est présent à tous les niveaux, pour les personnes, au niveau local, à celui des régions, au niveau national et international. La démarche communautaire et l'engagement dans la démocratie sanitaire, piliers de notre action, sont la traduction de cette idée. C'est l'assurance que les actions mises en œuvre répondent bien d'abord aux besoins des personnes, et que ces besoins sont entendus et pris en compte dans les espaces de décision.



FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE SANITAIRE

AIDES est fer de lance du développement de la démocratie en santé. Il s'agit de favoriser la prise en compte de l'expertise des malades, de leurs familles et de leurs représentants-es, dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques qui les concernent et ainsi, de transformer la revendication individuelle en revendication collective. À ce titre, AIDES participe à des instances telles que les Corevih (Coordination régionales du VIH) et les Uraass (Unions régionales des associations agréées du système de santé), où elle promeut la démocratie sanitaire dans le champ du VIH et des hépatites, et dans une approche inter-pathologies. AIDES est aussi engagée dans France Assos Santé, qu'elle a contribuée à créer.

Ces différents espaces permettent l'expression des besoins des personnes concernées, en particulier les plus vulnérables, et leur prise en compte dans l'organisation du système de santé. AIDES y expose ses revendications en matière d'accès aux droits, aux soins, aux traitements et à la prévention sur tout le territoire, afin de lutter contre les inégalités. Nous accompagnons et formons nos militants-es afin de faciliter leur participation à ces instances.

UNE PARTICIPATION FORTE DANS LES INSTANCES DE DÉMOCRATIE SANITAIRE

En 2019, AIDES a conforté sa participation à plusieurs instances représentatives des usagers-es du système de santé, où elle a porté la voix et les besoins des personnes concernées par les épidémies. Très impliqués-es dans les Corevih, ses militants-es ont porté la création de nouvelles commissions abordant certaines problématiques spécifiques **(voir encadré)**.

AIDES a également contribué aux travaux d'instances de démocratie sanitaire plus généralistes. Administratrice du réseau France Assos Santé qui rassemble 85 associations défendant les droits des usagers-es du système de santé, elle collabore à ses groupes de travail consacrés aux médicaments, à la protection sociale et au numérique, tandis que ses militants-es locaux-les participent à ses représentations régionales, les Uraass. Enfin, AIDES est titulaire d'un siège au sein des commissions Évaluation économique et de santé publique, ainsi que Évaluation et amélioration de la qualité des établissements et services médico-sociaux de la Haute autorité de santé (HAS). Dans ces instances, AIDES a plaidé en 2019 pour la création d'un siège dédié aux usagers-es au sein du Comité éco-

AIDES S'IMPLIQUE DANS LES COREVIH

Les Corevih animent la lutte contre le sida à l'échelle régionale (soins, prévention, prise en charge). Mis en place en 2008, ils figurent parmi les principaux acteurs de la démocratie sanitaire. Présents-es dans 31 des 32 Corevih maillant le territoire, les militants-es de AIDES y ont porté en 2019 la création de nouvelles commissions travaillant spécifiquement sur les besoins des personnes trans, migrantes, des travailleurs-ses du sexe ou encore des chemsexeurs-ses, en termes de dépistage, de prévention ou de prise en charge.



nomique des produits de santé (CEPS), afin d'assurer leur représentation à toutes les étapes de la mise sur le marché des médicaments. Une soixantaine de militants-es de AIDES ont par ailleurs porté la voix des communautés concernées lors du congrès de la Société française de lutte contre le sida. À cette occasion, ils-elles ont notamment dénoncé la limitation d'accès aux soins des personnes étrangères.

UN PRINCIPE : LA DÉMARCHE COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ

AIDES met en pratique la démarche communautaire dans l'ensemble de ses actions. Elle consiste à rassembler des personnes confrontées à des problématiques communes liées à leur situation particulière (consommateurs-rices de produits psychoactifs ou CPP, HSH, PVVIH et PVVH, TDS, personnes trans, personnes migrantes ou détenues), afin de trouver avec elles des solutions adaptées à leurs besoins et/ou attentes. Parmi elles, certaines sont d'autant plus exposées aux IST qu'elles sont éloignées de l'accès aux soins — pour des raisons géographiques, sociales, psychologiques, culturelles, etc. — et qu'elles cumulent plusieurs facteurs de vulnérabilité — absence de moyens de transport et/ou de papiers, très faibles revenus, etc.
AIDES déploie notamment des interventions en *outreach*, en allant vers les publics cibles dans les lieux où ils vivent ou transitent (rues, marchés, gares, foyers, bars, soirées privées, etc.), mais les accueille aussi dans des espaces de prise en charge en santé sexuelle (les SPOT, **voir p. 25**). Nous leur proposons des actions de prévention, des entretiens de réduction des risques (RDR), des séances de dépistage, et les orientons si nécessaire vers une prise en charge médicale. Les actions sont réalisées par des pairs, des militants-es de AIDES formés-es à une écoute bienveillante, sans jugement. Au-delà d'un accompagnement individuel, la démarche communautaire en santé participe à la transfore mation sociale : en retrouvant le pouvoir d'agir pour elles-mêmes, les personnes deviennent capables de défendre leurs droits et ceux de leur communauté.

DÉPARTEMENTS FRANÇAIS D'AMÉRIQUE : UN EFFORT SPÉCIFIQUE

6,9 ‰
sérologies en Guyane

3 ‰
sérologies en Guadeloupe

2,1 ‰
sérologies en Martinique

3,3 ‰
sérologies en Île-de-France

La démarche communautaire s'avère particulièrement utile dans les départements français d'Amérique (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Saint-Martin) où, en 2018, les taux de découverte de séropositivité restaient élevés par rapport à l'Île-de-France notamment (région métropoli-



taine la plus touchée). AIDES y développe des actions à destination des publics les plus exposés (HSH, TDS, CPP, personnes trans), en matière de dépistage tout particulièrement.
En 2019, dans ces départements, les tests ont pour les deux tiers été pratiqués en *outreach*. AIDES y a expérimenté le dépistage à domicile à Saint-Martin, en collaboration avec un Cegidd, afin de toucher les personnes éloignées du soin cumulant des vulnérabilités. Certaines actions ont ciblé spécifiquement les TDS, notamment en Guyane où ils-elles ont fait l'objet de maraudes dans les zones isolées, en particulier le long du fleuve Maroni. Des ateliers de groupes de parole axés sur la prévention ont également été mis en place en partenariat avec un centre de santé.
Enfin, en Guadeloupe, en Martinique et à Saint-Martin, les TDS ont participé à des ateliers de santé sexuelle, des permanences de prévention et de RDR sexuels, systématiquement assortis d'une offre de Trod VIH/VHC. Grâce à ces actions au plus près des personnes et de leurs besoins, celles-ci recourent désormais plus spontanément au dépistage ou à la Prep.

LES GROUPES NATIONAUX : SE RETROUVER POUR RÉFLÉCHIR ENSEMBLE

La réunion des groupes nationaux organisée à Roissy les 19 et 20 octobre 2019, à laquelle 91 militants-es ont participé, a permis d'aborder la lutte contre les violences sexuelles et sexistes ainsi que l'enquête Trans & VIH, en croisant une approche par communauté (groupes santé, femmes, HSH, CPP et personnes migrantes) et une approche transversale. Ainsi organisées, ces rencontres permettent aux différentes communautés de débattre et de s'approprier les problématiques des unes et des autres, d'analyser, de monter en compétences, mais également de transmettre des propositions au conseil d'administration de AIDES.

DÉPISTER ET PRÉVENIR, DES PRATIQUES EFFICACES ET RECONNUES

Si les traitements récents permettent de vivre avec le VIH/sida ou de soigner une hépatite virale, les progrès de la prévention et du dépistage contribuent largement au recul de ces épidémies. AIDES joue un rôle déterminant dans le déploiement de solutions appropriées à chaque personne, partout en France. Mais ces acquis réels ne doivent pas dissimuler certains constats beaucoup plus alarmants, et en particulier les inégalités criantes, selon les publics, d'accès aux outils de prévention et de dépistage.

À AIDES, nos efforts portent en particulier sur les communautés vulnérables, que nous accompagnons au plus près, sur le terrain, et pour lesquelles nous menons un intense travail de plaidoyer afin que leur soit garanti un égal accès aux soins. La partie n'est pas encore gagnée, mais nous avançons pas à pas.



DÉPISTER POUR FAIRE RECULER L'ÉPIDÉMIE

AIDES a fait du dépistage un élément central de son action. Se savoir contaminé est en effet le premier pas, décisif, vers la prise en charge médicale et l'arrêt de la chaîne de transmission du virus. Se faire tester étant un choix, AIDES promeut activement le dépistage dans l'ensemble de ses actions, mais aussi *via* des outils (vidéos pédagogiques, par exemple — **voir ci-après**). Elle encourage ainsi à pratiquer un test après toute exposition à un risque, et à répéter l'opération régulièrement. Les Trod (Tests rapides d'orientation diagnostique) permettant de détecter précocement et en quelques minutes la présence du virus, ont révolutionné le dépistage et amplifié l'impact de notre action. Une stratégie d'autant plus efficace grâce au Trod de 4e génération : détectant la présence du virus de 16 à 40 jours après la contamination, contre trois mois pour le Trod VIH classique, il favorise une mise sous traitement plus rapide.

Cette année, le nombre de Trod VIH était de 33 000. Le nombre de Trod VHC a quant à lui quasiment triplé depuis 2017, grâce notamment aux entretiens de RDR proposés par AIDES. Mais notre engagement doit s'accompagner d'un effort accru des pouvoirs publics, avec la généralisation du dépistage gratuit et sans ordonnance en laboratoire, l'élargissement des horaires de permanences de dépistage en Cegidd et la baisse du prix des autotests délivrés en pharmacie.

DES PROGRÈS À GÉNÉRALISER

Parmi les actions communautaires menées par AIDES, le dépistage a des effets remarquables, en particulier à Paris où le nombre de diagnostics d'infection à VIH a diminué.

-16 %
de diagnostics d'infection à VIH entre 2015 et 2018 à Paris

-22 %
pour les HSH nés en France

Si ces résultats sont encourageants, d'autres données nous préoccupent fortement. D'une part, les chiffres publiés par SPF révélaient en 2018 une augmentation de 38 % des découvertes de séropositivité chez les HSH nés à l'étranger, et d'autre part, le taux de dépistages précoces (25 %) permettant d'accélérer la prise en charge des malades ne progresse pas. C'est pourquoi AIDES a réclamé auprès de l'État l'amélioration des outils de prévention, de dépistage et d'accès aux soins pour les personnes migrantes, ainsi que la possibilité pour tous-tes ses militants-es de pratiquer des tests de dépistage. Au terme d'une mobilisation intensive, nous avons obtenu fin 2019 l'autorisation de réaliser des Trod VHB.

Mais pour déployer des stratégies encore plus efficaces, AIDES veut pouvoir accéder à des données épidémiologiques actualisées. Les hésitations des pouvoirs publics en la matière nous font perdre un temps précieux, préjudiciable à la santé des personnes et à la lutte contre ces épidémies.

« JUSTE UN DOIGT » POUR SE FAIRE DÉPISTER

Les chiffres du dépistage témoignent de son adoption par une partie de nos publics, mais restent insuffisants, notamment chez les plus fragiles.

La diffusion en 2019 de la vidéo *Juste un doigt pour se faire dépister* est venue renforcer notre action de promotion. Elle présente le test et explique notre méthode, qui associe au geste un échange avec les personnes sur leur situation, leurs pratiques, leurs questions. En outre, et en plus des Trod, AIDES propose l'envoi postal d'autotests VIH, faciles d'utilisation et discrets.

Depuis 2019, AIDES donne aussi la possibilité de programmer, sur le site jemedepiste.com, des alertes SMS et/ou



mails invitant à se faire dépister à intervalles réguliers. Ce système est notamment proposé lors de la remise d'un résultat négatif aux personnes déclarant des prises de risques répétées. Nous travaillons aujourd'hui à mieux le faire connaître auprès des publics les plus concernés. Autant de dispositifs simples, rapides et efficaces présentés de manière claire, pour permettre l'accès à une offre de soins de plus en plus efficiente.

PRÉVENTION : DIVERSITÉ DES SITUATIONS, DIVERSITÉ DES OUTILS

En matière de prévention, AIDES dispose d'un savoir-faire qui lui permet de proposer des réponses adaptées à chaque cas. Cela va des outils classiques (préservatifs, gels lubrifiants, seringues), dont le nombre d'unités distribuées a augmenté en 2019, aux entretiens de RDR liés aux pratiques sexuelles et/ou à l'usage de produits psychoactifs, qui sont l'occasion de délivrer des conseils personnalisés.
AIDES développe également un volet d'action de plus en plus affirmé autour des traitements préventifs comme la Prep **(voir ci-après)**, le Tasp (usage des trithérapies à titre préventif), le TPE (Traitement post-exposition) et le dépistage **(voir p. 19)**, qui favorisent une prise en charge rapide des personnes en cas d'exposition à un risque d'infection. Cet éventail de solutions démarque AIDES en matière de prévention des IST.

1 159 083
préservatifs et

1 808 423
seringues distribués

3 649
entretiens Prep réalisés, auprès de

2 684
personnes
(respectivement **2 943** et **2 372** en 2018), dont

88 %
de personnes nouvellement incluses,
ayant 37 ans d'âge moyen

54 %
des entretiens de dépistage
ont abordé la Prep (**36 %** en 2018)

LA PREP SE RÉPAND

La Prep est un élément pivot de la stratégie de prévention diversifiée de AIDES contre le VIH. Efficace à 99 %, ce dispositif reposant sur l'administration préventive d'antirétroviraux comptait 15 500 bénéficiaires au premier semestre 2019. Nous avons poursuivi sa promotion auprès des publics les plus à risque lors d'entretiens individuels ou d'actions de dépistage, mais aussi *via* notre guide *La Prep mode d'emploi*. Outre l'accompagnement des prepeurs-ses, AIDES

32 616
Trod VIH réalisés lors d'actions de RDR (**33 112** en 2018), dont

192
résultats positifs (0,6 %) et

11 191
Trod VHC
(**8 775** en 2018), dont

209
résultats positifs (1,9 %)

10 780
tests combinés
VIH/VHC
(**8 775** en 2018)

12 %
des personnes testées positivement au VIH et

29 %
des personnes testées positivement au VHC n'avaient jamais réalisé de test

les encourage à échanger sur le groupe Facebook Prep'Dial, modéré par des militants-es de l'association. Le nombre de membres (11 848 fin 2019, en hausse de 13 % par rapport à 2018) témoigne de l'utilité de ce support d'information et d'entraide ouvert 24h/24 et 7j/7.
Soucieuse de toucher un public plus large, AIDES a publié en mars dans le *Huffpost* la tribune « Sida, les faits rien que les faits : la Prep ça marche ! » Ce texte cosigné par des médecins et des chercheurs-ses renommés-es soulignait les résultats encourageants de la Prep, et sa reconnaissance par l'OMS. Enfin, notre mobilisation a permis l'ouverture de la primo-prescription de la Prep aux médecins de ville, un pas décisif en faveur de son déploiement en direction des populations vulnérables.

ÉTUDE PRÉVENIR : DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS POUR LA PREP

Notre coopération avec le monde scientifique passe aussi par la participation à des travaux de recherche **(voir p. 24)**. En 2019, AIDES a ainsi poursuivi sa collaboration avec l'ANRS (Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales) dans le cadre de l'étude Prévenir,



qui vise à améliorer l'offre de Prep en Île-de-France et à en évaluer l'impact sur l'épidémie de VIH. En mai 2019, deux ans après son lancement, celle-ci réunissait 3 057 prepeurs-ses séronégatifs-ves présentant un risque élevé d'infection par le VIH. AIDES coordonne le volet accompagnement communautaire de l'étude, qui prévoit un suivi personnalisé des participants-es jusqu'en avril 2021, et permet en particulier de suivre les personnes durant leurs consultations hospitalières en France.
Une analyse des données rendue publique en juin dernier a permis de confirmer l'excellente efficacité de la Prep, avec deux cas seulement de contamination par le VIH, chez des personnes ayant interrompu le traitement. Nous avons été invités-es à valoriser les modalités d'intervention communautaire de l'étude Prévenir lors de la journée d'étude Prep du Réseau des jeunes chercheurs en sciences sociales sur le VIH/sida, des conférences *AIDS Impact 2019* et *Adherence 2019*, et du *European PrEP Summit 2019*.

LA *RÉLOVUTION* EST EN MARCHE

AIDES est à l'origine d'un programme de prévention adressé aux HSH, RéLOVution, reposant sur la combinaison des différents modes de prévention existants. Partout où elle a été testée (Londres, New York, San Francisco, Sidney), cette stratégie a entraîné une baisse significative du nombre de contaminations parmi les HSH. Pour faire connaître largement cette révolution de la prévention, nous avons réalisé quatre vidéos qui exposent de façon dynamique les différents moyens de prévention disponibles, déjà massivement déployés par AIDES. Nous soutenons l'idée qu'il est aujourd'hui possible d'avoir une sexualité apaisée et épanouie, quel que soit son statut sérologique. Cette année, dans les départements français d'Amérique, un séminaire RéLOVution Caraïbes organisé au mois d'avril en Guadeloupe a permis de réunir une quarantaine d'acteurs-rices associatifs-ves, institutionnels-les, professionnels-les de santé et responsables d'établissements issus-es du bassin caribéen.

SITE : WWW.AIDES.ORG/RELOVUTION

RENFORCER LES CAPACITÉS DES PERSONNES À PRENDRE SOIN DE LEUR SANTÉ ET RÉDUIRE LES RISQUES

AIDES propose un accompagnement au long cours aux personnes vivant avec le VIH, une hépatite virale, ou risquant d'y être infectées. Notre ambition est de permettre aux publics concernés d'accroître leur autonomie, par l'adoption de pratiques qui leur permettront de vivre le mieux possible en réduisant les risques pour leur santé.

Pour y parvenir, nous mettons en œuvre des projets et programmes communautaires, en adaptant notre offre aux attentes spécifiques des différents publics et aux réalités de chaque territoire, en mettant en lien accompagnement individuel et actions collectives, et en combinant assistance, information et soutien. Les partenariats que nous nouons avec des professionnels-les du monde social et médical, ainsi qu'avec le milieu de la recherche, nous permettent de mieux construire nos réponses, et d'ajuster nos stratégies d'intervention à des besoins en constante évolution.



RENFORCER LES CAPACITÉS DES PERSONNES À MIEUX VIVRE AVEC LES RISQUES ET LES VIRUS

Les progrès thérapeutiques permettent aux personnes infectées par le VIH et les hépatites virales de vivre une existence presque normale. Dans ce contexte évolutif, l'accompagnement proposé par AIDES reste plus que jamais nécessaire, qu'il s'agisse de suivre les personnes déjà sous traitement ou d'informer celles contaminées plus récemment, qui se posent de nombreuses questions sur les thérapies existantes, leurs effets indésirables, la gestion d'éventuelles co-infections, etc. Une part importante de notre travail consiste notamment à permettre aux personnes éloignées des soins – CPP, personnes migrantes, TDS, etc. – d'accéder à ces traitements. Nous leur proposons un accompagnement au long cours pour le VIH comme pour le VHC.

Dans le cas du VHC, la mise sous traitement et la guérison n'empêchant pas d'être à nouveau contaminé-e, AIDES accompagne les personnes pour qu'elles prêtent une plus grande attention à leur santé, en particulier lorsqu'elles font face à des situations complexes ou des parcours de vie qui les exposent.

FAVORISER L'AUTONOMIE DES PERSONNES : L'ARTICLE 92

Pour une personne vivant avec le VIH ou une hépatite virale, devenir autonome vis-à-vis de sa situation est la clé d'une meilleure qualité de vie. C'est pourquoi AIDES adapte ses réponses aux besoins exprimés, et propose des entretiens individuels, des groupes d'échange et d'auto-support, des parcours d'accompagnement, des actions de santé en résidentiel. En 2016, AIDES a répondu à un appel à projets lancé par le ministère des Affaires sociales et de la Santé pour expérimenter des programmes d'accompagnement à l'autonomie en santé, en application de l'article 92 de la loi de modernisation du système de santé. Trois des projets que nous avons proposés, combinant action de terrain et recherche, sont déployés actuellement en Centre-Val-de-Loire, en Guyane et en Nouvelle-Aquitaine. Différents dans leur contenu, ils permettent à AIDES d'étoffer ses stratégies et modes d'actions **(voir encadré page suivante)**.

En Guyane, le projet Takari entend aider les PVVIH en zone isolée à élaborer des réponses à leurs besoins de santé, faute d'accès au système de soins. En 2019, 17 nouvelles personnes ont rejoint le projet, portant à 73 le nombre de bénéficiaires accueillis-es depuis 2017. Cette action a conduit à l'obtention ou au renouvellement de l'AME (Aide médicale d'État) pour 11 personnes, et à une domiciliation CCAS (Centre communal d'action sociale) pour 5 autres.

En Nouvelle-Aquitaine, le projet Les Lucioles cible les TDS de Limoges, Poitiers et La Rochelle, à qui sont proposés des accompagnements individuels, des permanences de santé sexuelle, des ateliers collectifs, du matériel de prévention, etc. Apprécié pour sa qualité et plébiscité par un nombre croissant de TDS, cet accompagnement a donné lieu en 2019 à 356 permanences de santé sexuelle, 1 169 maraudes et 278 accompagnements physiques.

En Centre-Val-de-Loire, le projet E-Prev mise sur des actions numériques (permanences Internet et sur applications) pour offrir un accès élargi aux outils de prévention et ainsi, réduire les inégalités sociales et territoriales de santé. Les 164 permanences numériques proposées en 2019 ont permis la réalisation de 671 entretiens individuels, avec un public composé à 96 % de HSH. Le volet recherche du projet porte sur les freins et leviers de la téléconsultation Prep.

FORMER LES AUTRES ACTEURS-RICES DE LA PRÉVENTION ET DES SOINS

Forte de son expérience, AIDES dispense des formations aux intervenants-es d'autres structures de prévention et de

soin. En 2019, son secteur Conseil et formation externe (CFE) a organisé 34 formations pour des personnes intervenant en Caarud (Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues), Csapa (Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie), Corevih ou dans des ARS (Agences régionales de santé). Les formations les plus demandées concernaient l'utilisation des dépistages rapides VIH/VHC, l'Aerli **(voir p. 26)**, les nouveaux produits de synthèse, la sexualité et les addictions, ou encore l'animation de groupe et l'échange de pratiques. Ces formations ont été très appréciées des participants-es.

ENQUÊTE ANRS-TRANS ET VIH : IDENTIFIER LES BESOINS EN SANTÉ DES PERSONNES TRANS

AIDES a lancé en 2019, avec le laboratoire Sesstim et Acceptess-T, une enquête sur les caractéristiques sociodémographiques des personnes trans vivant avec le VIH, leurs parcours de vie et les conditions de leur prise en charge. L'objectif est d'identifier les situations de vulnérabilité vécues par ces personnes, ainsi que leurs besoins en santé et les obstacles à leur prise en charge. La phase préparatoire a notamment permis de promouvoir le projet auprès d'associations de personnes trans, avant la phase de recrutement prévue en 2020.

353
personnes accompagnées
dans les parcours en santé sexuelle (159 en 2018), dont

331
nouvelles inclusions

520
entretiens réalisés

ACCOMPAGNEMENT EN SANTÉ SEXUELLE

Permettre aux personnes de vivre leur sexualité comme elles l'entendent, mais en évitant d'être infectées ou de transmettre le virus, est un principe fondateur de l'action de AIDES. Fidèles à notre approche communautaire, nous accompagnons sur le long terme les PVVIH et PVVH, ainsi que les personnes les plus exposées au VIH, aux hépatites virales et aux IST. AIDES a développé des façons de faire adaptées à chaque public cible (HSH, TDS, personnes trans,



personnes migrantes, CPP, etc.), afin de les aider à acquérir une plus grande autonomie dans la gestion de leur santé sexuelle. Nos parcours en santé sexuelle reposent sur une complémentarité de l'offre territoriale, afin de permettre à chacun-e, où qu'il-elle vive, d'adopter des solutions pour se protéger et protéger les autres.

DES PROJETS ADAPTÉS À CHAQUE CONTEXTE

En 2019, AIDES a lancé ou poursuivi des projets impliquant des militants-es et des professionnels-les de santé afin d'apporter des réponses complémentaires, adaptées aux contextes locaux. Par exemple, à Saint-Denis, AIDES propose aux TDS des dispositifs d'accompagnement en santé sexuelle. À Mulhouse, nous mettons à la disposition des migrants-es primo-arrivants-es une offre de RDR et de prévention ainsi que des bilans de santé et un accompagnement vers l'accès aux soins, en lien avec les centres d'accueil, les Cegidd et les centres d'examen de santé de la CPAM. À Lyon, nous avons lancé un projet à destination des HSH combinant différentes consultations (Cegidd, infirmiers-es, médecins), et réfléchis-

LA PAROLE POUR PRENDRE CONFIANCE

AIDES valorise la parole en tant que moyen de partager son vécu. La « Disance » permet aux personnes infectées de s'exprimer sur leur séropositivité et de mettre en lumière leurs besoins et difficultés. Elle a fait l'objet en 2019 d'un Week-end santé (WES) ouvert à tout le réseau. Deux autres WES ont permis à des PVVIH de Saint-Martin et de Martinique de libérer leur parole et d'aborder leur statut avec leurs proches. Une Université des personnes séropositives (UPS) a également été consacrée aux discriminations vis-à-vis des séropositifs-ves. Organisée à Fréjus du 30 octobre au 3 novembre, elle a réuni 79 personnes qui, à l'occasion de temps d'information, d'échange, de bien-être, de détente et de création, ont fait part de leur volonté commune de dépasser les discriminations et les représentations liées à la vie avec ces infections, et de renforcer leurs capacités à agir pour leur santé, individuellement et collectivement.

sons aujourd'hui à son extension à des spécialistes (addictologues, sexologues, proctologues). À Pau enfin, AIDES poursuit son dispositif d'accompagnement tourné vers les femmes (précaires, détenues, TDS et/ou consommatrices de drogues), en partenariat avec le Cegidd et le Planning familial, et l'étend désormais aux HSH.

LES SPOT : TROIS ANS D'ACTIVITÉ, ET UNE UTILITÉ QUI SE CONFIRME

Constatant les carences dans la prise en charge en santé sexuelle des publics les plus exposés aux IST, AIDES a créé en 2016 des SPOT, où des acteurs-rices communautaires et des soignants-es professionnels-les dispensent un accompagnement personnalisé.
Le SPOT de Nice a connu en 2019 une hausse de plus de 100 % des consultations, notamment en addictologie, sexologie et proctologie. À Paris, où s'est exprimée une forte demande d'accompagnement pour revenir à une sexualité sobre, le SPOT Beaumarchais a organisé des soirées d'auto-support consacrées aux parcours de transition, à l'intention des HSH et des personnes trans en particulier. Quant au SPOT Longchamp de Marseille, habilité Cegidd, il est désormais reconnu comme un lieu ressource en matière de santé sexuelle par les publics exposés à une stigmatisation dans le système de santé classique (HSH, TDS, personnes trans, personnes migrantes, CPP).

VERS DES CENTRES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE

Dans le sillage des SPOT créés par AIDES, la feuille de route 2018-2020 de la Stratégie nationale de santé sexuelle prévoyait la création de Centres de santé sexuelle d'approche communautaire (CSSC) dans les villes où les IST sont les plus présentes. En mai 2019, la Direction générale de la santé (DGS) et le CNAM ont lancé un appel à manifestation d'intérêt centré sur l'élaboration de projets de parcours proposant une offre combinée de dépistage, traitement et consultations autour de la santé sexuelle, à l'intention des HSH, des personnes trans et des TDS. Quatre projets ont été retenus, dont deux proposés par AIDES à Montpellier et Marseille, et deux soumis par le Kiosque à Paris et Virage Santé à Lyon. Les trois structures doivent à présent élaborer avec la DGS et la CNAM un cahier des charges favorisant l'expérimentation de modes de financement innovants, tels que les forfaits de financement. Autant d'éléments positifs qui, selon AIDES, constituent matière à plaidoyer en faveur d'un cadre réglementaire et d'un modèle économique pérenne pour de tels espaces.

107
soirées d'auto-support au SPOT Beaumarchais pour les HSH et les personnes trans, dont
832
participations

3 297
consultations médicales au SPOT Longchamp

874
passages et
584
consultations au SPOT Marshall



UNE NOUVELLE COLLABORATION AVEC LES PETITS BONHEURS

L'association francilienne Les Petits Bonheurs, soutenue par AIDES depuis sa création en 2008, accompagne les PVVIH isolées aux plans social, thérapeutique et administratif, à l'hôpital, dans une maison d'accueil spécialisée ou à domicile. En 2019, les deux structures ont lancé une étude visant à mieux connaître les PVVIH récemment arrivées en France après un parcours migratoire difficile. Ces publics encore mal connus constituent en effet une nouvelle file active reçue à AIDES et dans d'autres structures associatives ou hospitalières.

CPP : VERS DES PRATIQUES PLUS SÛRES

L'action de AIDES en direction des CPP vise à réduire les risques de contamination liés aux injections de produits psychoactifs. En 2017, ces publics représentaient encore 2 % des découvertes de séropositivité au VIH, et constituaient une part importante des PVVHC. AIDES va à leur rencontre lors d'interventions en *outreach* ou les accueille dans l'un de ses 29 Caarud, où le nombre d'actions a augmenté de 7 % en 2019. Créés en 2006, ces centres reçoivent des consommateurs-rices, anciens-nes consommateurs-rices de produits psychoactifs, et des personnes sous traitement de substitution aux opiacés. AIDES y a distribué du matériel de RDR (seringues, préservatifs ou kits crack), mais également de la naloxone, un antidote pour les overdoses aux opiacés, que les Caarud sont désor-



mais habilités à délivrer par le biais d'intervenants-es dûment formés-es.

DÉPLOIEMENT DE L'AERLI

AIDES propose des séances d'Aerli (Accompagnement et éducation aux risques liés à l'injection) afin de favoriser des pratiques plus sûres. En 2019, le nombre de sites organisant de telles séances est passé de 6 à 17. Les séances ont lieu pour la plupart dans les Caarud, où les personnes bénéficient d'un lieu sûr pour s'injecter, mais également d'un cadre pour discuter de la gestion de leur consommation ou de la stratégie de RDR la plus adaptée à leur situation.
Pour mieux répartir ces actions dans son réseau, AIDES a travaillé l'an passé à la modélisation du travail d'appropriation effectué en Occitanie en 2018, et à la diffusion de celui-ci auprès des militants-es impliqués-es dans les actions Aerli au sein des autres régions. En parallèle, nous avons lancé dans vingt Caarud l'étude Outsider (*Outreach Safer Injecting Drugs Education Research*) menée en partenariat avec l'ANRS, qui vise à évaluer l'impact d'une offre de prévention combinant des séances d'accompagnement à l'injection, et l'apport d'informations sur la prévention mais aussi le traitement du VIH et du VHC. Dans ce cadre, des séances d'Aerli ont été organisées hors les murs afin d'atteindre des personnes éloignées des structures existantes.

2 068
chemsexeurs-ses rencontrés-es (**1 433** en 2018), dans le cadre de

1 309
entretiens individuels de RDR (**1 031** en 2018) et

226
actions, dont

85
collectives

316
séances d'Aerli réalisées (**138** en 2018)

415
kits Nalscue distribués (**175** en 2018)

CHEMSEX : UN ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ

Par rapport à 2018, le nombre de personnes s'injectant des produits psychoactifs dans un contexte sexuel et rencontrées par les militants-es de AIDES a augmenté de 61 %. Une hausse qui explique probablement la recrudescence des contaminations au VIH et aux hépatites chez les HSH. AIDES a formé son réseau à la prise en charge de cette problématique, en lien avec des professionnels-les des addictions, et en se focalisant sur la prévention et sur les dépistages répétés.

61 %
des bénéficiaires d'Aerli
ont déclaré pouvoir mettre
en pratique les conseils donnés,

49 %
pouvoir les transmettre
à des pairs

En 2019, nous avons déployé nos actions à destination des chemsexeurs-ses dans de nouveaux lieux, et créé deux dispositifs d'écoute sur Facebook et WhatsApp. Nous avons également conçu une cartographie (https://bit.ly/3apRbYx) afin de situer les actions proposées sur l'ensemble du territoire, et contribué à l'organisation et à l'accueil à Paris, du 14 au 16 novembre, du *European Chemsex Forum*. Nous y avons présenté deux études en cours : PAACX (Perception, attitudes et attentes vis-à-vis du chemsex), qui permettra de déterminer la pertinence et la faisabilité d'une étude interventionnelle visant à réduire les risques associés au chemsex parmi les HSH et Apaches (Attentes et parcours liés au chemsex), portée par l'OFDT, qui cherche à décrire les parcours des chemsexeurs-ses et leurs attentes en termes de prise en charge.



SEMAINE DE LA NALOXONE

La naloxone est un médicament sous forme d'injection intramusculaire et de spray nasal (kit Nalscue) qui permet de neutraliser les effets d'une surdose d'opioïdes. Distribuée dans les Caarud notamment, elle sauve chaque année de nombreuses vies. Depuis que le laboratoire Indivior a annoncé la fin de la commercialisation du kit Nalscue, AIDES plaide pour le maintien à la vente d'un spray, faisant ainsi écho au Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2020, qui prône « l'accessibilité physique et économique de la naloxone » et « la formation des professionnels-les, des intervenants-es, des usagers-es concernés-es et de leurs proches », la capacité à délivrer ce produit et à former les personnes restant très faible. AIDES a donc organisé, du 2 au 6 septembre, une Semaine de la naloxone sur l'intérêt de ce produit pour appuyer son plaidoyer auprès des pouvoirs publics et garantir son accessibilité. Cette mobilisation a fortement dynamisé la délivrance de kits Nalscue dans les Caarud de AIDES.

DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS POUR MIEUX AFFRONTER LES ÉPIDÉMIES

L'accès à la santé des personnes vivant avec le VIH ou une hépatite virale, et des personnes issues des minorités sexuelles ou de genre, ne relève pas seulement de la mise en œuvre de dispositifs sanitaires et sociaux : il implique que ces personnes ne soient plus discriminées dans la loi ou dans les faits. Or, AIDES constate dans son action quotidienne que le droit de tous-tes à la santé n'est pas respecté. Pire, les difficultés sont de plus en plus nombreuses pour certaines communautés — travailleurs-ses du sexe, personnes migrantes, usagers-es de drogues.

Si nous nous mobilisons chaque jour pour proposer à ces personnes l'accès aux soins et un accompagnement personnalisé, nous nous battons aussi pour faire évoluer le droit et pour veiller à ce que celui-ci soit respecté. C'est ainsi que les épidémies pourront reculer.



LUTTER POUR L'ÉGALITÉ

Cinquante ans après les émeutes de Stonewall qui, en juin 1969, avaient éclaté à New York pour dénoncer la répression policière à l'encontre des communautés LGBTQI, AIDES constate une recrudescence des actes répressifs ou discriminants. Cette intimidation constante incite les personnes issues des minorités sexuelles et de genre à s'isoler, aggravant les risques de contamination et de transmission du VIH ou d'autres IST.

1
agression homophobe ou transphobe se produit toutes les
33
heures, et
1
agression verbale LGBTQIphobe toutes les
8
heures

AIDES lutte pour le respect et la dignité de chacun-e, quels que soient son état de santé, son identité, son orientation ou ses pratiques sexuelles. C'est pourquoi, en 2019, nous avons lancé la campagne digitale L'homophobie frappe toujours afin d'alerter sur cette situation extrêmement préoccupante. Activement relayée par des influenceurs-ses et des personnalités publiques (Nagui, Lou Doillon, un Malgache à Paris, Bruno Dans La Radio, etc.), elle a connu un certain succès sur les réseaux sociaux et nous a permis d'élargir notre communauté sur Facebook et Instagram. Les Marches des fiertés organisées partout en France en 2019, dont une toute première à Saint-Denis le 9 juin, ont été l'occasion pour AIDES de scander un slogan qui résume la situation actuelle : LGBTIphobies = sida.

EN CAMPAGNE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

La lutte contre les discriminations qui touchent les personnes vivant avec le VIH ou une hépatite virale est intrinsèque au combat contre ces épidémies. En plus de leur séropositivité, ces dernières sont parfois éloignées d'une prise en charge médicale adaptée, ou tenues à l'écart d'emplois et formations. Si notre plaidoyer a abouti à l'assouplissement des critères d'entrée à l'École polytechnique ou à l'École nationale de la magistrature, nous nous battons encore contre le référentiel Sigycop qui vise à déterminer l'aptitude médicale et physique à exercer dans l'armée ou la police nationale, écartant de fait les personnes séropositives au VIH.
Grâce à la mobilisation de AIDES, une mission d'information menée à l'Assemblée nationale a recommandé une révision de Sigycop. Celle-ci n'ayant pas encore été suivie d'effets, nous avons saisi le Défenseur des droits. Ce plaidoyer s'inscrit dans le long terme, mais nous restons déterminés-es.

MOBILISATION CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS LES DFA

Les discriminations sont fortes également dans les départements français d'Amérique (DFA). AIDES y mène une lutte active contre la stigmatisation liée à l'orientation ou aux pratiques sexuelles, afin d'améliorer l'entrée dans le soin des personnes. La situation est particulièrement tendue en Guyane, où nous avons organisé en mai 2019 une soirée autour de cette question, dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie (IDAHOT). Nous avons également organisé le 1er décembre, à Saint-Laurent du Maroni, la première Marche contre les discriminations. À cette occasion, le message « I=I » (Indétectable = Intransmissible) a été relayé par les médias guyanais.

RENDRE LES TRAITEMENTS ACCESSIBLES À TOUS-TES

Le soutien de AIDES à la recherche de traitements est un fil rouge de son action. Une mobilisation qui a payé : aujourd'hui, il est possible de guérir du VHC et de mener une vie quasi normale en étant séropositif-ve au VIH. Nous avons aussi contribué à rendre ces traitements accessibles à tous-tes, indépendamment de la situation économique et sociale. Ce combat reprend chaque fois qu'un nouveau traitement plus efficace que le précédent voit le jour.

MOINS D'OPACITÉ SUR LES PRIX

Les laboratoires pharmaceutiques peuvent fixer librement les prix des nouveaux médicaments, qui sont parfois très élevés : le traitement contre l'hépatite C est facturé 28 700 euros, pour un coût réel estimé à 62 euros. Si AIDES a obtenu son remboursement par l'Assurance maladie, son prix grève le budget de la Sécurité sociale, au risque de limiter l'usage de ce produit très efficace. Les firmes justifient de tels tarifs par l'investissement financier qu'exige le développement des traitements, négligeant de préciser qu'elles bénéficient d'investissements publics.
En 2019, AIDES et ses partenaires ont obtenu de l'Assemblée mondiale de l'OMS une résolution appelant à renforcer la transparence des informations sur les prix réels des produits de santé. Au niveau national, notre plaidoyer a conduit à l'adoption d'un amendement appelant à diffuser le montant des investissements publics dont profitent les firmes pharmaceutiques pour développer de nouveaux traitements. Cette mesure a été censurée par le Conseil constitutionnel pour des questions procédurales, mais nous poursuivons nos efforts pour que la transparence des prix devienne effective.

UNE CAMPAGNE D'ALERTE SUR LES PÉNURIES DE MÉDICAMENTS

La pénurie de certains médicaments – antibiotiques, anesthésiques, anticancéreux, etc. – n'a cessé de s'aggraver ces dernières années. Dans certains cas, la continuité des soins n'est plus assurée, mettant en péril la vie des personnes. L'industrie pharmaceutique attribue ces ruptures de stock aux difficultés d'approvisionnement de certaines matières premières ou aux normes de production trop rigides. Pour AIDES, cette situation découle d'abord des choix économiques et financiers de cette industrie, qui conduisent à privilégier des produits récents au détriment de médicaments plus anciens, efficaces mais moins rentables.
En avril 2019, nous avons médiatisé cette question avec la campagne digitale #AlerteMédicaments, en soutien de notre action de plaidoyer, qui a été largement relayée sur les réseaux sociaux. Notre objectif : éviter que l'accès aux médicaments devienne un luxe.



25 %
des Français-es ont déjà été confrontés-es à une pénurie de médicaments

FAIRE ÉVOLUER LE DROIT

AIDES combat les discriminations et inégalités persistantes subies par les PVVIH et les PVVH en matière d'accès à la santé. En 2019, avec nos associations partenaires, nous avons saisi les commissions de refus de soins attachées aux différents ordres des praticiens-nes de santé. AIDES a aussi participé à la réalisation d'un dossier sur la prise en charge des PVVIH dans le *Magazine du syndicat des chirurgiens-dentistes de France*, qui pourrait contribuer à un rapprochement avec l'ensemble des professionnels-les de santé. Nous avons également porté des amendements dans le cadre de la loi santé afin de lutter contre les refus de soins, qui n'ont pas abouti, mais cela nous a permis de sensibiliser les parlementaires. Enfin, si AIDES se félicite d'avoir été invitée à relire la proposition de décret créant les comités locaux de conciliation sur les refus de soins, elle déplore que les associations ne puissent y siéger.

EN 2019, AIDES A RÉCLAMÉ :

1. La transparence sur les négociations entre l'État et les laboratoires concernant le prix des traitements.
2. La prise en compte de la parole des patients-es pour éviter le contrôle exclusif de l'industrie.
3. L'assainissement du système des brevets afin de mettre un terme aux monopoles abusifs.
4. La promotion de modèles de brevets favorisant l'innovation et une compétition plus saine.
5. La révision des législations européennes obstruant l'accès aux médicaments.
6. Le renforcement des obligations des industriels pour anticiper les pénuries.



METTRE FIN À LA PÉNALISATION DES USAGERS-ES DE DROGUES

AIDES s'est dressée contre l'amende forfaitaire délictuelle pour usage de produits psychoactifs adoptée en mars 2019.

264
TDS ont saisi la Cour européenne des droits de l'homme contre la loi pénalisant les clients-es

805
médecins ont signé la tribune de AIDES réclamant la préservation de l'AME

Avec 18 autres organisations, nous avons envoyé un argumentaire pour la censure de cette disposition. À l'occasion de la 62e Commission des stupéfiants de l'ONU, puis de la 26e Conférence internationale sur la réduction des risques, AIDES et ses partenaires ont aussi dénoncé l'obstination des États à mener une politique répressive qui n'a jamais produit d'effets positifs, et mis en avant les programmes de RDR financés par le Fonds mondial. Cette mobilisation collective les a amenés à créer un Collectif pour une nouvelle politique des drogues (CNPD).

PÉNALISATION DES CLIENTS-ES : LES TRAVAILLEURS-SES DU SEXE MONTENT AU FRONT

Adoptée en 2016, la loi dite « de pénalisation des clients » n'a fait qu'accroître les difficultés des TDS. En 2019, AIDES a pu partager ses critiques dans le cadre d'une mission d'inspection mandatée pour dresser un bilan de la loi. Nous avons également participé à l'élaboration et à la diffusion d'une contribution interassociative mettant en évidence l'impact négatif de cette loi sur la santé. Le Conseil constitutionnel ayant malgré tout déclaré conforme la pénalisation des clients-es, en vertu du respect du principe de dignité humaine, des TDS exerçant en France, AIDES et dix autres associations, ont saisi la Cour européenne des droits de l'homme en décembre afin de faire reconnaître l'atteinte aux droits fondamentaux induite par cette loi.

CONTRE LA RESTRICTION DES DROITS DES PERSONNES MIGRANTES

Entrée en vigueur en 2019, la loi asile et immigration a été à l'origine de l'augmentation des refus de titres de séjour opposés aux PVVIH étrangères. AIDES s'est mobilisée pour dénoncer cette situation ainsi que les restrictions d'accès à l'AME, à travers une intense action de plaidoyer, un travail auprès des médias, et la publication dans *Le Journal du Dimanche* de la tribune « Tout le monde a le droit d'être soigné ». Nous nous sommes appuyés-es sur l'enquête Premiers pas pour souligner l'irréalité du tourisme médical trop souvent mis en avant dans le débat public.
Malgré notre mobilisation, les restrictions ont été adoptées par le Parlement, mais certaines mesures comme la réduction du panier de soins ou la fin de l'accès à la médecine de ville pour les bénéficiaires de l'AME ont été abandonnées.

INTERNATIONAL : AGIR AVEC COALITION PLUS

L'échelle internationale est la compilation de l'action de AIDES en France et d'échanges avec d'autres associations mise en place dès la fin des années quatre-vingts. La force de son expérience l'a conduite en 2008, avec trois partenaires historiques (ARCAD au Mali, l'ALCS au Maroc et la COCQ-SIDA au Canada) à créer Coalition PLUS. Il s'agissait alors de porter au niveau international la démarche communautaire comme moyen efficace de lutte contre l'épidémie de VIH. De quatre membres à sa création, Coalition PLUS en compte treize aujourd'hui, présents en Afrique, en Amérique du Nord et du Sud, en Asie.

En 2019, en lien étroit avec Coalition PLUS, AIDES a œuvré pour une augmentation des contributions au Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme, permettant d'atteindre un engagement record de 13,92 milliards de dollars. AIDES a également combattu sur d'autres fronts, tels que la politique internationale des drogues et la diffusion de la Prep. Si des avancées historiques ont eu lieu, la frilosité des États sur certains sujets nous impose de maintenir la pression.



FONDS MONDIAL : DES AVANCÉES À CONFORTER

Les 9 et 10 octobre 2019, Lyon accueillait la Conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (CRFM), qui soutient financièrement le combat contre ces trois pandémies dans les pays les plus touchés.
Constatant l'écart entre les engagements des États et le montant nécessaire pour éradiquer ces pandémies d'ici 2030, évalué par l'ONU entre 16,8 et 18 milliards de dollars, AIDES a mis toute son énergie dans l'interpellation du président de la République. Une mobilisation qui s'est avérée payante, puisque les nombreuses actions de communication et d'interpellation menées en 2019 ont permis d'obtenir une hausse de 20 % de la contribution française au Fonds. Cette somme conséquente permettra de sauver seize millions de vies, mais AIDES et ses alliés-es ont alerté sur le fait que cela constituait le minimum pour éviter la reprise des épidémies.

UN PLAIDOYER QUI PAYE

Le plaidoyer porté par AIDES a été soutenu par une stratégie de communication menée en partenariat avec Coalition PLUS de décembre 2018 à octobre 2019. Celle-ci comprenait une campagne d'affichage libre et publique, des interpellations sur les réseaux sociaux, une plateforme de mobilisation citoyenne et d'interpellation, une annonce d'offre d'emploi fictive **(voir encadré page suivante)** ou encore une enquête d'opinion.
Un travail spécifique a été mené en direction des journalistes. AIDES et Coalition PLUS ont notamment organisé deux voyages de presse avec des médias importants (*Libération*, *Le Figaro*, *Le Monde Afrique*, l'AFP, RTL, France Culture, Radio Nova), qui leur ont permis de rencontrer des acteurs-rices de la lutte contre le sida au Burkina Faso et au Maroc, et de découvrir des actions financées par le Fonds mondial. Enfin, grâce à un *media training* réalisé en interne, nous avons permis à des leaders communautaires issus de pays aidés par le Fonds de prendre la parole dans des médias internationaux. Ces différentes actions ont constitué des leviers pour faire parler de la CRFM dans l'espace public, et ainsi faire pression sur les décideurs-ses politiques.

UNE PRÉSENCE FORTE PENDANT LA CONFÉRENCE

Les militants-es de AIDES et de Coalition PLUS étaient présents-es en masse à Lyon pour faire entendre leurs revendications une dernière fois avant la conférence. La veille de l'ouverture, ils-elles se sont mobilisés-es pour souligner l'enjeu ultime de celle-ci : faire un pas décisif vers la fin du sida.
Le jour J, quarante militants-es se sont rassemblés-es devant le Centre de congrès de Lyon afin de rappeler au président de la République son engagement à sauver seize millions de vies. En hommage aux 35 millions de personnes mortes du VIH depuis le début de l'épidémie, dont 770 000 en 2018, ils ont bloqué la circulation pour réaliser un *die-in*, des fleurs posées sur le corps, et observer une minute de silence. Le lendemain, l'engagement de 13,92 milliards de dollars était confirmé par la CRFM.

LA PLATE-FORME AMÉRIQUE-CARAÏBES

Pour plus d'efficacité, Coalition PLUS s'organise sur la base de plates-formes régionales ou thématiques. AIDES étant présente aux Antilles et en Guyane, elle est membre de la plate-forme Amérique-Caraïbes.
Sixième plate-forme géographique de Coalition PLUS, la plate-forme Amérique-Caraïbes a vu le jour en 2018, portée par la volonté de renforcer la mobilisation en matière de lutte contre le sida dans cette

partie du monde. Ses six membres (Kimirina en Équateur, IDH en Bolivie, Red Somos en Colombie, CAS au Guatemala, la COCQ-SIDA au Canada, et AIDES pour la Guyane française, Saint-Martin, la Martinique et la Guadeloupe) mutualisent ainsi leurs forces pour combattre l'épidémie auprès des communautés les plus vulnérables.
La plate-forme Amérique-Caraïbes veut offrir une réponse communautaire engagée et coordonnée face au VIH, aux hépatites virales et aux IST, afin d'améliorer l'accès à la santé et aux droits des personnes très vulnérables au VIH, en particulier l'accès à la Prep, et de faciliter la prise en charge des migrants-es vivant avec le VIH ou exposés-es au risque de contamination. Les activités de la plate-forme, centrées sur la recherche communautaire, le plaidoyer et le renforcement des capacités, ont véritablement démarré en 2019. AIDES en a accompagné la structuration, forte de son ancienneté au sein de la plate-forme Europe. À l'occasion d'une réunion d'échange sur la Prep organisée au Nicaragua, elle a également partagé son expérience en recherche et plaidoyer, ainsi qu'en matière d'accès à la Prep en zone éloignée en Guyane.

JOURNÉE DU 8 MARS : LE SIDA, PREMIÈRE CAUSE DE MORTALITÉ CHEZ LES FEMMES DANS LE MONDE

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, AIDES a rappelé que le sida restait en 2019 la première cause de mortalité chez les femmes de 15 à 49 ans dans le monde.

75 %
des nouvelles infections touchent des jeunes femmes de 15 à 24 ans en Afrique subsaharienne

Dans un communiqué interassociatif, Coalition PLUS et ses partenaires ont souligné que les rapports de pouvoir inégalitaires entre les hommes et les femmes aggravaient la vulnérabilité de ces dernières face au risque de contamination. Ils ont aussi insisté sur la nécessité de s'attaquer aux inégalités de genre qui limitent leur pouvoir de décision : mariages précoces, violences, manque d'accès à l'éducation ou encore lois coercitives. Nous avons appelé le gouvernement français à aller au bout de sa diplomatie féministe en soutenant des politiques appliquant l'approche de genre en matière de lutte contre le VIH : promotion d'une tactique reposant sur les droits humains afin de lutter contre les inégalités de genre, suppression des barrières législatives et normatives à l'accès des femmes et des filles à la santé et à l'autonomie, mise en place d'une offre de soin intégrée (éducation à la sexualité, prévention et prise en charge des IST, accès aux traitements, lutte contre les violences, etc.), en ciblant notamment les jeunes femmes, les TDS, les femmes transgenres et les usagères de drogues.



PROJET DROITS HUMAINS : CLAP DE FIN… AVANT LA PROCHAINE ÉTAPE

En 2019, AIDES a mis un point final à son projet Droits humains, mené entre 2014 et 2018 avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD). Ce projet visait à financer, au sein d'organisations partenaires dans sept pays (Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Haïti, République dominicaine et Tunisie), des ressources humaines spécifiquement dédiées au plaidoyer en faveur de l'inclusion sociale des populations les plus vulnérables au VIH.
Ce projet a eu une conclusion positive, puisqu'il a effectivement permis d'infor-

UNE CAMPAGNE POUR «TROUVER EMMANUEL»

En mai 2019, AIDES a lancé la campagne *Looking for Emmanuel*, en référence au Président français qui devait accueillir la CRFM. Autour de cet appel à trouver un Emmanuel qui mette fin à l'épidémie de VIH, AIDES a diffusé un visuel au ton humoristique décliné en onze versions (dont six ont fait l'objet d'un affichage sauvage après leur refus par l'Autorité de régulation de la publicité), créé une plateforme web visant à mobiliser les Français-es dans cette quête, et lancé sur son site une offre d'emploi fictive pour un Responsable de la fin du sida. Les réseaux sociaux ont activement relayé le message. En septembre, la campagne a connu une deuxième phase, AIDES annonçant avoir trouvé l'Emmanuel recherché, et lui avoir demandé d'augmenter la contribution de la France au Fonds mondial et d'exhorter ses pairs à faire de même. La campagne a été enrichie de deux nouveaux visuels et d'une vidéo, et bénéficié d'un affichage dans le métro parisien. Le travail de relations presse a permis de relayer de manière importante les enjeux relatifs au Fonds mondial dans les médias, avec 258 retombées, dont 87 interviews.



mer et de mobiliser les communautés concernées sur leurs droits, de consolider la capacité et la légitimité des associations partenaires à influer sur les politiques publiques, et de sensibiliser les acteurs-rices clés de la société civile (professionnels-les de santé, journalistes, forces de police, etc.) Il a également contribué à mettre en place des systèmes de recueil de données sur les violations des droits afin de nourrir le travail de plaidoyer sur cette problématique. Huit documents de capitalisation ont été produits : un bilan général et un bilan pour chaque pays concerné par le projet.

VERS UN NOUVEAU PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN PLAIDOYER

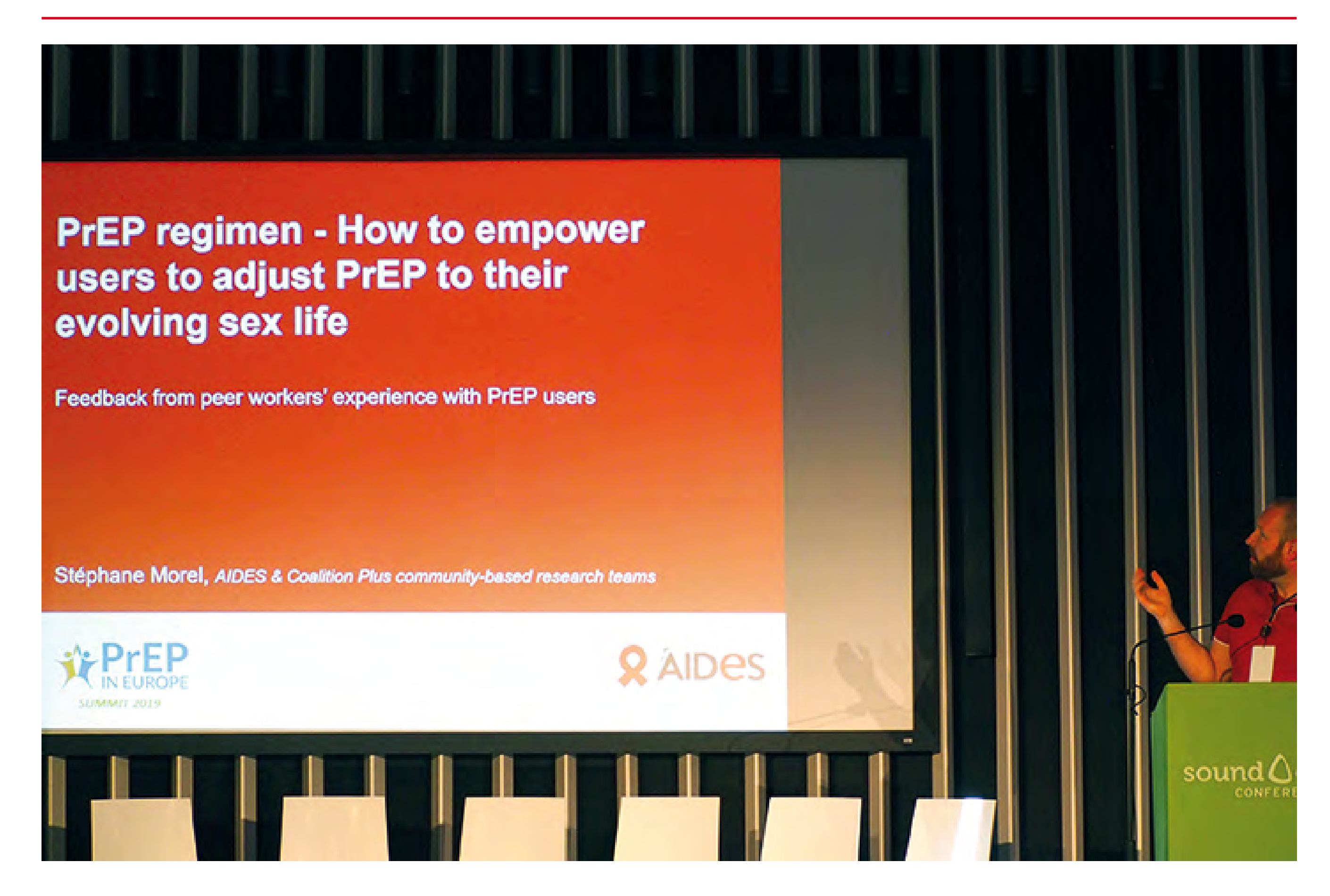
Dans le cadre de l'Initiative 7 % pilotée par Expertise France, visant à fournir une assistance technique à une quarantaine de pays pour assurer le suivi des subventions du Fonds mondial, AIDES a élaboré en 2019 un projet global de renforcement de la santé sexuelle communautaire en Haïti et en République dominicaine. Mettant à profit les acquis du projet Droits humains, ce nouveau programme doit favoriser l'*empowerment* communautaire dans ces deux pays, à travers un plaidoyer pensé et porté par les acteurs-rices locaux-les concernés-es, afin de mobiliser les corps intermédiaires et d'améliorer les politiques publiques.

LA PLATE-FORME EUROPE

AIDES considère l'Europe comme un échelon de mobilisation important pour faire avancer la lutte contre le VIH et les hépatites virales. Elle s'y implique à travers la plate-forme Europe, qu'elle coordonne depuis sa création en 2014 et qui rassemble les membres européens de Coalition PLUS (ARAS en Roumanie, GAT au Portugal, le Groupe Sida Genève en Suisse, et depuis 2019, l'association ukrainienne 100%life). L'objectif de cette plate-forme est de développer des actions communes de plaidoyer et de renforcement des capacités sur différents sujets.

L'EUROPE, UN TERRAIN D'ACTION ESSENTIEL

En 2019, AIDES s'est engagée dans le débat public à l'occasion des élections européennes, à travers l'appel Vision d'une Europe pour la santé. Signé par



quarante-sept ONG européennes et traduit en sept langues, ce document appelait les futurs-es élus-es à renforcer la contribution européenne au Fonds mondial et à créer une taxe sur les transactions financières en faveur de la santé, à mettre en place une politique migratoire respectueuse des personnes et de leur santé, à adopter une politique des drogues rompant avec l'approche répressive, et à favoriser une fixation transparente et juste des prix des médicaments. En juin, lors du Forum de la société civile européenne sur le VIH, les hépatites et la tuberculose, la plate-forme Europe s'est mobilisée en faveur de l'accès aux traitements et a valorisé les résultats du projet Eurosider, visant à implémenter l'expérimentation d'accompagnements à l'injection Aerli dans quatre pays (Bulgarie, Grèce, Portugal, Roumanie).

PARTICIPATION AU *EUROPEAN PREP SUMMIT*

En dehors de la plateforme, AIDES participe à des programmes de recherche européens (*Hermetic*, *Euro HIV Edat Project*, *Flash PrEP Europe*) ainsi qu'à des initiatives de plaidoyer telles que la *PrEP In Europe Initiative* qui promeut un accès plus large à la Prep, et le *European HIV Legal Forum*, sur l'accès aux soins des personnes migrantes en situation irrégulière.
Du 10 au 12 octobre 2019, AIDES a participé au deuxième *European Prep Summit* à Varsovie. Réunissant des militants-es associatifs-ves venus-es de tous les pays européens, ce sommet est l'occasion de réfléchir collectivement aux moyens d'accélérer le déploiement en Europe de la Prep gratuite ou subventionnée, afin de toucher l'ensemble des personnes ayant besoin de ce traitement. Fer de lance de cet événement qu'elle soutient financièrement, AIDES y a envoyé dix militants-es qui y ont porté six présentations, partageant ainsi l'expérience de l'association en matière de diffusion de la Prep. Le prochain sommet a été fixé en 2021, et sera préparé par des groupes de travail thématiques au cours de l'année 2020.





Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin cedex

www.aides.org
www.seronet.info


facebook.com/aides


@assoAIDES


@assoaides